

Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé
Section « Sécurité sociale »

CSSSS/17/074

**DÉLIBÉRATION N° 17/036 DU 2 MAI 2017 RELATIVE À L'ACCÈS AUX
REGISTRES BANQUE CARREFOUR PAR LE «DIENSTSTELLE FÜR
SELBSTBESTIMMTES LEBEN DER DEUTSCHSPRACHIGEN
GEMEINSCHAFT»**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment son article 15, § 1^{er};

Vu le rapport de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;

Vu le rapport de monsieur Yves Roger.

A. OBJET

1. Le « *Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » (l'Office pour une vie autodéterminée de la Communauté germanophone) a, dans le cadre de la réalisation de certaines missions, accès au Registre national (notamment au nom, aux prénoms, à la date de naissance, à la date de décès, au sexe, au domicile principal, au statut, à l'état civil, à la composition du ménage et à la cohabitation légale), selon les dispositions de la délibération n° 11/2017 du 22 mars 2017 du Comité sectoriel du Registre national.
2. Étant donné que l'office entre également en contact avec des personnes qui ne sont pas inscrites au Registre national ou dont toutes les données à caractère personnel nécessaires ne sont pas systématiquement mises à jour dans le Registre national, il souhaite aussi obtenir, pour les mêmes finalités, un accès permanent aux mêmes données à caractère personnel des registres Banque Carrefour, visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, pour autant que ces données soient disponibles.

B. EXAMEN

3. En vertu de l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, l'accès aux registres Banque Carrefour doit faire l'objet d'une autorisation de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.
4. Par sa délibération n° 12/13 du 6 mars 2012, le Comité sectoriel a jugé qu'il était légitime et opportun que des instances soient autorisées à accéder aux registres Banque Carrefour dans la mesure où elles répondent aux conditions d'accès au Registre national et aussi longtemps qu'elles y satisfont. Dans cette même délibération, le Comité sectoriel a fixé le cadre général pour l'accès aux registres Banque Carrefour dans le chef des instances qui ont accès au Registre national.
5. L'utilisation du numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale est libre, en vertu de l'article 8, § 2, de la loi du 15 janvier 1990.
6. Le « *Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » (l'Office pour une vie autodéterminée de la Communauté germanophone) est tenu, lors du traitement des données à caractère personnel, de respecter la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, leurs arrêtés d'exécution et toute autre disposition réglementaire relative à la protection de la vie privée.

Par ces motifs,

la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé

autorise le « *Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft* » (l'Office pour une vie autodéterminée de la Communauté germanophone) à accéder aux registres Banque Carrefour, moyennant le respect de la délibération n° 12/13 du 6 mars 2012.

Yves ROGER
Président

Le siège du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).